

## Jeux olympiques de Rio 2016 : gagnants et perdants<sup>1</sup>

Wagner Barbosa Matias et Fernando Mascarenhas<sup>2</sup>

**Le choix du Brésil pour accueillir les Jeux olympiques 2016 s'est réalisé grâce aux efforts d'une coalition de forces menée par le gouvernement. En vue de la réalisation de ce méga-événement, des mesures ont été prises, qui imposent un État d'exception, lequel ne respecte pas les lois constitutionnelles. L'organisation de ces Jeux constitue un processus d'accumulation par spoliation, qui divise la société brésilienne entre gagnants et perdants.**

L'Amérique du Sud accueillera la prochaine édition des Jeux olympiques d'été. Ceux-ci auront lieu au Brésil, à Rio de Janeiro. Le choix de cette ville s'est fait le 2 octobre 2009, lors de la 121<sup>e</sup> Assemblée du Comité international olympique (CIO), qui s'est tenue à Copenhague. Le projet de Rio a supplanté les propositions de trois autres villes : Chicago, Tokyo et Madrid. La conquête du titre de ville hôte a été rendu possible grâce à l'engagement d'une coalition de forces constituée par l'État brésilien, les organisations sportives et certains secteurs du marché. Cette coalition, conduite par le gouvernement, a présenté un projet cohérent, offrant toutes les garanties nécessaires à l'organisation du méga-événement au Brésil.

---

1. Article paru dans *Motrivivência*, vol. 27, n° 45, septembre 2015, sous le titre : « Jogos olímpicos Rio 2016: vencedores e perdedores ».

2. Respectivement, doctorant en éducation physique à l'Université de Brasília, District fédéral, Brésil, et post-docteur en politique sociale, professeur à la même Université de Brasília.

Passé le moment d'euphorie, il est vite apparu que la préparation des Jeux recouvre des aspects contradictoires et pas toujours transparents. Comme dans toute action gouvernementale, la réalisation de méga-événements requiert des gestionnaires une prise de position. En d'autres termes, il s'agit de choisir qui gagne et qui perd. En analysant l'organisation des Jeux olympiques de 2016, il apparaît que certains secteurs sont en train de s'approprier des fonds publics, et de se livrer à une accumulation de capital, tandis que d'autres souffrent de violations des droits humains et sociaux. Cette recherche s'efforce de saisir ce contraste, en sachant que ce processus est encore en mouvement et que les préparatifs des Jeux battent leur plein.

Notre objectif ici est d'étudier la proposition sélectionnée par le CIO, ainsi que la coalition qui s'est formée pour l'organisation du méga-événement au Brésil et, enfin, les gagnants et les perdants des Jeux de Rio 2016. À cette fin, nous avons passé en revue la littérature à ce sujet et nous avons procédé à une analyse de documents, qui proviennent des organisations sportives, de l'Autorité publique olympique (APO) et du gouvernement fédéral.

### **Rio 2016 : la proposition**

*« Nous avons prouvé au monde entier que nous avons les capacités d'organiser les Jeux olympiques. Cela a demandé deux ans de travail. Plus personne ne doute de la grandeur économique et sociale du pays. Le Brésil a conquis la citoyenneté internationale. [...] On a souvent parlé de Rio dans les pages des journaux du monde entier comme d'une ville où règnent la violence et la pauvreté. Cette victoire est là pour montrer à tous que nous ne sommes plus un pays de deuxième catégorie. Rio a grandi. Elle a progressé, et ce choix est la preuve que le monde entier l'a compris » (da Silva, 2009).*

La déclaration de l'ex-président, Lula, après le choix de Rio de Janeiro comme ville hôte des Jeux olympiques de 2016, témoigne de l'importance, aux yeux des autorités, d'obtenir le privilège d'organiser ces Jeux. Cette victoire place le pays parmi le club très restreint des détenteurs de ce « privilège » qui, pendant des années, fera rayonner son image à travers tous les continents.

La candidature brésilienne a coûté plus de 90 millions de réals [plus de 20 millions d'euros], et la prévision du budget pour les Jeux de 2016 a été estimée à 28,8 milliards de réals [plus de 6,5 milliards

d'euros], ce qui en fait le plus cher parmi ceux des villes concurrentes. Pour les dirigeants des organisations sportives, le point fort du projet réside dans la mobilisation de la jeunesse du continent. Outre la diffusion d'une énergie positive à tous les clients de la « famille » olympique, l'événement a aussi l'ambition d'insuffler aux jeunes l'esprit du mouvement sportif et des Olympiades, par des projets d'intégration au niveau national, en transformant Rio de Janeiro en un pôle d'attraction pour les athlètes d'Amérique du Sud (COB, 2009).

Le gouvernement brésilien a offert aux dirigeants du mouvement olympique toutes les garanties de protection de la propriété intellectuelle pour les marques et les symboles, tant olympiques que para-olympiques de Rio 2016, de même que pour les partenaires nationaux et internationaux. De plus, il a garanti la liberté et/ou des facilités douanières et migratoires pour les étrangers ; qu'ils soient travailleurs ou clients des Jeux 2016 (COB, 2009). Au cas où cela serait nécessaire, le gouvernement procédera également à des adaptations, et établira des exceptions à la législation nationale, à tous les échelons (local, État fédéré et État fédéral), répondant ainsi à toutes les demandes de la Charte olympique et du Contrat de ville hôte. Certains changements ont déjà été réalisés, comme le prévoit l'Acte olympique.

Pour les membres du gouvernement fédéral, la réalisation des Jeux au Brésil s'insère dans une stratégie de développement à long terme, avec comme perspective l'obtention d'un héritage substantiel, surtout en matière de sécurité et d'infrastructures – comme la création d'un réseau de transport avec une capacité de voyage élevée, la revitalisation du port, ou, encore, la création d'un centre d'affaires et l'agrandissement des aéroports de Galeão et Santos Dumont –, sans parler de la possibilité pour le pays de se déployer sur les marchés mondiaux. Autrement dit, « *les Jeux de Rio 2016 seront un puissant catalyseur de progrès dans les domaines sportif et social pour les individus et les communautés du Brésil et du monde* » (COB, 2009).

Dans le dossier de candidature, comme cela a déjà été signalé, même au plus fort des crises économiques mondiales, la réalisation des Jeux olympiques au Brésil en 2016 a bénéficié d'un soutien unanime des trois niveaux de pouvoirs du gouvernement, ainsi que de l'appui de l'opinion publique. Dès lors, ce ne seront pas les moyens qui manqueront car, à chaque phase de la mise en œuvre

des Jeux, le gouvernement brésilien a offert les garanties suivantes : financer le budget du Comité organisateur des Jeux olympiques (COJO) ; couvrir tout besoin financier du COJO ; couvrir toutes les avances faites par le CIO ou d'autres contributions financières du CIO au COJO, ainsi que celles que le CIO pourrait éventuellement être amené à rembourser à des tiers en cas d'imprévu comme, par exemple, l'annulation partielle ou totale des Jeux ; garantir l'offre de services et l'assistance au COJO en matière de sécurité, de douane, d'immigration, d'exonération d'impôts, etc.

Le budget initialement prévu pour l'événement est divisé en deux parties : la première, qui porte sur la planification, l'évaluation des coûts et le fonctionnement, est estimée à 5,6 milliards de réals [1,27 milliard d'euros] ; la seconde, qui concerne l'infrastructure et les services publics ou privés, est estimée à 23,2 milliards de réals [5,27 milliards d'euros]. Les divers secteurs d'activités liés aux Jeux olympiques bénéficieront d'une participation du gouvernement fédéral par le biais du Programme d'accélération de la croissance (PAC), du Programme *minha casa e minha vida* [concernant le logement], de programmes ministériels et d'institutions financières comme la Banque nationale de développement social (BNDES) et la Caisse économique fédérale (COB, 2009).

Toutefois, la première estimation de l'APO, datant d'avril 2014, affirmait que les Jeux de Rio ne devaient pas coûter moins de 37,7 milliards de réals [8,57 milliards d'euros]<sup>3</sup>, dont 57 % en subventions publiques et 43 % en subventions privées (Nogueira, 2015). D'après les chiffres présentés par l'APO lors de l'actualisation de la matrice d'affectation des responsabilités, réalisée en juillet 2014, les projets en cours atteignaient à peine les 6,2 milliards de réals. Autrement dit, un montant significatif des coûts des Jeux de Rio 2016 n'avait pas encore été affecté à des projets soumis. Il s'agit là d'une constante dans l'organisation des méga-événements, entraînant un surcroît d'investissements de la part de l'État, et moins de transparence dans l'application des ressources financières (Matias, 2013).

La gestion des dépenses publiques liées aux travaux en rapport avec les Jeux sera réalisée par l'APO, et maintenue jusqu'en 2020 ;

---

3. Selon Guimarães (2009), le montant de la mise en œuvre des Jeux Olympiques présenté en 2009 serait en 2016 de 39 milliards de réals. Par conséquent, à quelques mois de l'échéance, le montant annoncé se situe toujours à l'intérieur de la marge prévue.

date de l'échéance pour la livraison totale des projets prévus dans le cadre de ces Jeux. Dans la candidature, la structure du legs olympique, définie par les autorités urbaines, comprend quatre priorités : la transformation de la ville ; l'insertion sociale (logement, formation et emploi) ; la jeunesse et l'éducation ; les sports.

En ce qui concerne la transformation de la ville, le dossier met l'accent sur des projets comme la « revitalisation » de la zone portuaire, la construction de voies de circulation réservées exclusivement aux BRT (bus de transit rapide), la construction de la Cité olympique et d'autres installations sportives. Les équipements seront construits à l'initiative du privé, et la plupart seront gérés selon le modèle des partenariats public/privé (PPP). C'est le cas, par exemple, du projet Porto maravilha, où la Compagnie de développement urbain de la région du port de Rio de Janeiro – CEDURP –, entreprise d'économie mixte contrôlée par les pouvoirs publics municipaux, a confié au consortium Porto novo, constitué par les entreprises de construction OAS LTDA, Norberto Odebrecht et Carioca Christiani-Nielsen Engenharia, l'ensemble des services et travaux de revitalisation, d'exploitation et d'entretien du projet.

En ce qui concerne l'insertion sociale, en matière de logement, le dossier de candidature fait référence aux nouveaux appartements mis sur le marché, soit environ 24 000 pièces d'habitation provenant de la Cité olympique. Pour ce qui est de la formation de la main-d'œuvre, l'objectif du Comité organisateur est de former environ 48 000 personnes, afin de correspondre aux estimations qui prévoient la création de 50 000 emplois, la plupart temporaires, dans le cadre de l'événement sportif. Concernant la jeunesse et l'éducation, le gouvernement propose de donner plus d'ampleur aux programmes sociaux – *Mais educação* et *Segundo tempo* –, mais aussi d'accroître le nombre de participants aux Jeux universitaires et scolaires (COB, 2009). Pour ce qui est du sport, enfin, il est prévu d'augmenter le nombre de bourses destinées aux athlètes et aux entraîneurs, d'accroître et d'améliorer les installations sportives, et d'étendre les investissements fédéraux en la matière.

Quant aux lieux de compétition, ils sont censés se situer dans quatre zones : Barra da Tijuca, Deodoro, Maracanã et Copacabana, des localités faisant partie de la ville de Rio de Janeiro, et reliées entre elles grâce aux voies olympiques et au réseau de transport à grande capacité. Rio 2016 prolonge et renforce les projets urbains réalisés pour les Jeux panaméricains de 2007, puisque

pratiquement tous les lieux de compétition sont les mêmes et que Barra da Tijuca est de nouveau le « cœur » des investissements et des compétitions.

Selon le document de candidature, à peine 26 % des installations sportives vont être construites. Les autres existent déjà, comme le complexe de Maracanã, qui sera adapté aux nécessités nouvelles. Certaines installations seront construites sous une forme provisoire, comme les lieux de compétition du triathlon, du volley de plage et du cyclisme (sur route). Parmi les installations sportives qui seront utilisées dans le cadre de l'événement, on citera le Centre olympique d'entraînement (COT) et le parc radical, qui se trouve à Deodoro; tous deux étant voués, selon le document de candidature, à devenir d'importants espaces d'entraînement pour les athlètes de différents pays (COB, 2009).

La ville olympique située à Barra da Tijuca, quartier aisé de la ville, sera construite, grâce à un financement de la Caisse économique fédérale, sur un terrain appartenant à la société de construction Carvalho Hosken. Elle sera à proximité du Parc olympique, principal lieu de compétition des Jeux. Les athlètes y auront à leur disposition une plage olympique à usage exclusif, des lieux de spectacles, une polyclinique spécialisée en médecine sportive, etc.

Les clients qui viendront à Rio disposeront, eux, de nouveaux hôtels – dont beaucoup financés par de l'argent public –, comme le traditionnel hôtel Glória, appartenant à Eike Batista. En outre, des navires de croisière offriront plus de 8 000 cabines comme hébergement. La sécurité constitue un aspect dont se soucient particulièrement les clients et les organisateurs des Jeux. La violence dans l'État de Rio de Janeiro s'étale trop souvent dans les pages des journaux du monde entier. Pour les Jeux, outre la stratégie de « pacification » des *favelas* par le biais des Unités de police pacificatrices (UPP), le dossier de candidature prévoit le renforcement du Programme national de sécurité publique et de citoyenneté (PRONASCI).

### **Rio de Janeiro : ville olympique**

L'analyse du dossier de candidature offre des pistes importantes pour comprendre le choix de Rio. La ville rassemble un ensemble de caractéristiques, qui, associées aux contextes politique et économique du pays, ont fini par emporter la décision des membres du CIO. Arrêtons-nous d'abord aux particularités de sa géographie

physique, qui sont reconnues mondialement. Les images diffusées par les médias séduisent tout le monde et apportent une rente monopolistique aux propriétaires et aux partenaires de la marque olympique.

Voici comment les organisateurs de l'événement de 2016 décrivent la ville : « *La ville, qui est la plus visitée de l'hémisphère Sud, est réputée pour ses paysages à couper le souffle et pour l'esprit exceptionnel de ses habitants. Elle est aussi la deuxième plus grande ville du Brésil, et la 26<sup>e</sup> du monde. Les montagnes, les lacs et l'océan offrent l'exubérance naturelle et tout le pittoresque de la "Ville merveilleuse". La bonne énergie et l'ouverture des Cariocas [habitants de Rio] est perceptible dans ses rues, ses cafés, sur ses plages où le coucher de soleil est une expérience rare que vivront, émerveillés, les visiteurs* » (COB, 2009).

Autre aspect à signaler : la richesse culturelle de Rio et du Brésil. Le dossier de candidature y fait directement référence : avec ses fêtes, comme le carnaval, le mélange ethnique, les saveurs, le monde entier se retrouve dans la ville. Sans parler du mythe de la bonne humeur, du sens de l'accueil et de l'énergie positive qui émane des Cariocas (COB, 2009). Il ne fait aucun doute que ces deux éléments – géographique et culturel – ont eu une influence. Mais ce qui semble avoir été déterminant, c'est, d'abord, la stabilité politique de la démocratie brésilienne, ensuite, l'alignement consensuel des instances du gouvernement, offrant toutes les garanties pour la réalisation de l'événement, et, enfin, l'engagement politique du gouvernement fédéral, et ce compris la forte implication du président de la république.

À tout cela, il convient d'ajouter la stabilité du Brésil face à la crise économique de 2008-2009, qui a frappé pratiquement le monde entier. Le maintien et/ou le renforcement des principes néolibéraux sous le gouvernement Lula a permis au pays un déploiement sur les marchés internationaux. En outre, la tenue des Jeux répond aux besoins du capitalisme de conquérir de nouveaux marchés, et à la situation du Brésil, qui est le centre économique d'une région en pleine expansion.

Tels sont les éléments qui, associés, ont déterminé le choix de Rio comme ville hôte des Jeux olympiques de 2016, et ont permis d'évincer les villes concurrentes, en faisant fi des problèmes chroniques tels que la mobilité et, surtout, la sécurité. Mais, pour poursuivre, il est important de mieux connaître les protagonistes de

cet « exploit », ce qui revient à se poser deux questions : qui sont les acteurs de cette conquête ? et quels sont les intérêts en jeu ?

### **Coalition de forces des Jeux de Rio 2016**

Une étude de la Fondation institut d'administration (FIA) de septembre 2009 – une date antérieure, donc, à la désignation de Rio comme ville hôte des Jeux – estime que, pour un dollar investi dans les Jeux, 3,26 dollars seraient générés. De cette façon, tant la préparation que les suites du méga-événement pourraient, au total, brasser quelques 51 milliards de dollars, avec un impact sur le PIB qui grimperait à 11 milliards de dollars pour la période de 2009 à 2016, et à plus de 13,5 milliards de 2017 à 2027 (FIA, 2009).

Toujours selon le document de la FIA, les bénéfices seront répartis à travers tout le pays, mais les secteurs qui en profiteront le plus sont la construction civile, l'hôtellerie et les services. On prévoit donc une augmentation du volume de l'emploi, générant de la sorte 120 800 unités d'emplois par an, d'ici 2016, et 131 000 unités d'emplois de 2017 à 2027. À côté de ces chiffres, qui laissent entrevoir un avenir positif pour le pays, trois acteurs, à la manœuvre, ont des attentes différentes vis-à-vis des Jeux : l'État, les organisations sportives et le marché.

L'État a été l'un des principaux intéressés à la conquête du titre de ville hôte pour Rio de Janeiro. À l'époque, le gouvernement fédéral, par le biais d'accords passés avec le COB, est intervenu à hauteur de 56,4 millions de réals dans les frais de candidature. Le ministère des Sports a investi plus de 35 millions de réals, surtout en information et en consultance<sup>4</sup>. Mais ce n'est pas uniquement en mettant des moyens à disposition que le gouvernement fédéral a fait preuve de son intérêt pour l'organisation des Jeux de 2016. Différents organismes comme Itamaraty (ministère des relations extérieures), Embratur (Institut du tourisme, le secrétariat de communication de la présidence de la République) et l'Agence brésilienne de promotion des exportations et des investissements (APEX), ont aussi joué un rôle dans la promotion, sur la scène internationale, de la candidature brésilienne (Brasil, 2011).

L'événement a également suscité plusieurs rencontres bilatérales, orchestrées par le président Lula. Tous ces efforts s'expliquent par le fait que les méga-événements sportifs sont « *en parfaite*

---

4. Information disponible sur [www.portaldatransparencia.gov.br](http://www.portaldatransparencia.gov.br).



*harmonie avec les objectifs économiques du gouvernement, car ce sont des événements qui pourront stimuler la consommation intérieure en même temps qu'ils permettront au pays de se projeter sur la scène internationale* » (Athayde, 2011). À ce sujet, Mascarenhas et al. tiennent les propos suivants : « *En tous les cas, ce qui est clair, c'est que le gouvernement Lula a apporté un soutien ferme aux Jeux de Rio 2016 ; cela transparait dans les engagements – tous tenus – de financer la création d'entreprises par des groupes privés, liés aux activités de préparation des Jeux, d'investir dans des travaux d'infrastructure, et de renforcer les programmes et les actions de gestion sociale du risque, en mettant en place des politiques sociales centrées sur la sécurité de la ville* » (Mascarenhas et al., 2012).

Le choix de Rio a bénéficié par ailleurs de la sympathie de celui qui était alors président du CIO, Jacques Rogge. De plus, les représentants du CIO et du COB sont également intervenus directement en faveur de la candidature de Rio de Janeiro. Comme ce sont eux qui possèdent la propriété du méga-événement, ils se répartiront les bénéfices. Le Statut social de Rio 2016 prévoit ainsi que le solde financier positif sera divisé comme suit : 20 % pour le COB ; 20 % pour le CIO ; 60 %, dont l'affectation sera définie par le COJO (Artur Nuzman est le président à la fois du COJO et du COB).

Outre l'implication de l'État et des organisations sportives, certaines grandes sociétés ont également investi des fonds dans la candidature brésilienne. Ainsi, par exemple, la délégation brésilienne à Copenhague, dont le gouverneur de l'État de Rio de Janeiro et le préfet de la ville – chacun accompagné de leur épouse –, pour participer au choix de la ville hôte, a voyagé dans le jet privé que leur avait fourni le dirigeant d'entreprise Eike Batista. Or, le groupe EBX, qui lui appartient, a investi à lui seul autour de 23 millions de réals dans la candidature de Rio. D'autres entreprises ont également apporté leur contribution – Bradesco (3,5 millions de réals), Odebrecht (3,3 millions), Embratel (3 millions) et TAM (1,2 million) – en vue des profits qu'elles entendent retirer de l'événement.

Le financement des UPP, principale politique publique de sécurité de l'État de Rio de Janeiro, relève du même type de partenariat. En août 2010, le groupe EBX a ainsi fait une donation d'une valeur de 20 millions de réals au gouvernement de Rio, s'engageant à verser chaque année la même somme jusqu'en 2014, aux seules fins de permettre l'achat d'équipements et la construction de

bâtiments pour les UPP. D'autres groupes, désireux de jouer un rôle ou de développer des activités économiques dans la ville, ont également pris part au soutien de la candidature de Rio. Tous ont annoncé les montants de leurs donations ; citons celles de Bradesco Seguros (plus de 2 millions de réals), de Coca-Cola (900 000), de Souza Sruz (400 000). Parmi les représentants politiques et les dirigeants d'entreprises, il faut signaler la présence du président de la Confédération brésilienne de football (CBF), Ricardo Teixeira, qui est intervenu dans la construction du siège de l'UPP à Cidade de Deus.

En résumé, « *ce qui s'organise sous l'apparence d'un événement sportif est un véritable centre d'affaires [...] un méga-événement qui associe des projets hégémoniques et des stratégies d'accumulation* » (Mascarenhas et al, 2012). De la sorte, les villes se transforment en marchandises et en lieux propices à la circulation d'autres marchandises, puisqu'elles sont sans cesse reconstruites en faveur des intérêts du capital. Si, d'un côté, les Jeux olympiques se sont mués en une énorme *commodité* culturelle, destinée aux dirigeants d'entreprises, et capable de modifier la ville en fonction des intérêts du capital, d'un autre côté, les exemples de mauvaise gestion des moyens publics, de violations de droits humains et sociaux universels, garantis à tous les citoyens, ne manquent pas.

### **Gagnants et perdants des Jeux de Rio 2016**

Selon Preuss (2008), un des principaux spécialistes des aspects économiques liés aux Jeux olympiques, il y a, à chaque édition, des perdants et des gagnants. Ainsi, un legs positif pour les classes pauvres signifie un legs négatif pour les classes plus aisées, et réciproquement. Bref, organiser les Jeux revient à faire des choix, à donner la priorité soit aux besoins du capital, soit aux besoins humains. Alors, quels sont les gagnants et les perdants de l'entreprise Jeux de Rio 2016 ? Il convient de considérer cette analyse comme provisoire, du fait que la préparation de l'événement est toujours en cours.

Nous commencerons par aborder la législation d'exception, comme un des impacts du méga-événement sur le pays. Les mesures de suspension prises par l'État ne sont pas nées avec les Jeux, mais ceux-ci les renforcent et en accélèrent l'application. Ces mesures vont de l'interdiction d'organiser des événements – et, pour les commerçants, de circuler à proximité des lieux où se

déroulent les Jeux –, à l’approbation de lois, de décrets et d’amendements, qui statuent sur l’expropriation de terrains et sur la spéculation immobilière<sup>5</sup>. Citons encore les mesures avantageuses pour les membres du CIO et les touristes, comme les avantages douaniers (Comité populaire de la Coupe et des Olympiades, 2014). La suspension de la législation nationale est directement liée à la violation des droits humains que l’on constate dans le cas du logement, du droit au travail, de la mobilité urbaine, de l’accès à l’information et de la participation aux décisions.

Les principales actions de transformation urbaine de la ville olympique ne respectent pas les droits des citoyens. Rien que pour les travaux du BRT, des milliers de personnes ont été déplacées. Selon les chiffres fournis par le Comité populaire de la Coupe et des Olympiades, 3507 familles – soit 12275 personnes –, issues de 24 communautés, ont été déplacées en raison de travaux et de projets liés aux méga-événements (surtout celui des Jeux). De plus, 4916 autres familles, issues de 16 communautés, sont menacées de déplacement. Selon, la rapporteuse de l’ONU pour le Brésil concernant les questions de logement, Raquel Rolnik, les fonctionnaires de la préfecture « débarquent et apposent à la peinture un numéro sur les maisons, comme le faisaient les nazis durant la seconde guerre mondiale. Les habitants savent que leur maison est ciblée, mais ils ne savent pas ce qui va leur arriver ni à quel moment » (Rolnik, 2011).

Les indemnités, quand elles existent, s’apparentent plus à des montants distribués par les associations caritatives, et ne tiennent pas compte de la valeur de l’immobilier. En outre, l’histoire et les relations culturelles établies dans la localité d’origine passent à la trappe. Seul prévaut alors la valeur d’échange des terrains. Les familles déplacées dans les logements, offerts par le Programme Minha casa e minha vida, ont surtout été relogées dans la zone ouest, éloignée de leur logement d’origine, et où existe une forte présence des milices. En outre, ces quartiers ne sont guère pourvus en services publics et en infrastructure urbaine. « *Il faut savoir que,*

---

5. Le décret municipal n° 30.379/2009 établit notamment que les pouvoirs publics « déploieront tous les efforts nécessaires en vue de rendre possible l’utilisation de biens appartenant à l’administration publique municipale, même s’ils sont occupés par des tiers, lorsque ceux-ci sont indispensables à la réalisation de Rio 2016 ». Tout ce qui relèvera de l’intérêt privé, de la spéculation immobilière, et qui sera lié à la préparation des Jeux, sera réalisé.

*dans certains cas, le manque ou la précarisation des services publics sera provoqué par l'arrivée massive de personnes, sans qu'il y ait eu un renforcement correspondant de ces services* » (Articulation nationale des comités de la Coupe et des Olympiades, 2014).

Ce sont surtout les BRT qui, selon le pouvoir municipal, sont à l'origine des déplacements. Pour répondre à la demande des méga-événements en matière de transport public, les organisateurs ont prévu 20 couloirs express et quatre couloirs réservés aux BRT. La principale source de financement est le gouvernement fédéral, par le biais du PAC ; ce qui confirme le positionnement de l'État en tant qu'investisseur dans les Jeux. Les travaux exécutés le seront pour la plupart sur le modèle du PPP. C'est notamment le cas de la Transolímpica, où l'initiative privée représentait 479 millions de réals et les fonds publics 1,072 milliard. Le consortium qui a remporté l'appel d'offres, propriétaire de différentes entreprises du même type dans la ville, va gérer 23 km de routes, pour une durée de 35 ans, en prélevant sur les citoyens un droit de péage initial d'une valeur de 4,70 réals.

D'autres travaux d'infrastructure, concernant la revitalisation de la zone portuaire, seront exécutés et exploités par le privé. Le coût prévu dépasse le demi-million de réals. Mais ce qui retient l'attention, c'est *« la gamme de stratégies adoptées pour menacer les habitants, étant donné l'importance, aux yeux des pouvoirs publics et privés, de la valeur de l'immobilier dans cette zone, située à une distance raisonnable et dans les limites du grand projet Porto maravilha »* (Articulation nationale des comités de la Coupe et des Olympiades, 2012). Le projet de revitalisation urbaine dans cette zone, baptisé « Quartier d'habitation Carioca », prévoit le déplacement forcé de 832 résidences qui, aux dires du gouvernement, se trouvent dans une zone à risque. Cependant, des voix contestataires évaluent à la baisse le nombre de personnes à déplacer, étant donné que les problèmes rencontrés par les communautés peuvent être résolus de manière simple, par des travaux de contention.

Outre les désappropriations, les pauvres de la localité pâtissent de la « gentrification » de cette zone, qui entraîne, comme ce fut le cas à Barcelone, l'expulsion des citoyens, aux seules fins d'augmenter la valeur de l'immobilier, et de spéculer. Ainsi, comme le signale Raeder (2010), *« sous la pression du marché immobilier, petit à petit, les habitants dotés d'un plus faible pouvoir d'achat quittent leur logement à la recherche de lieux plus accessibles. Ces*

*déplacements peuvent entraîner la perte de liens sociaux tissés au cours de plusieurs décennies, ce qui s'ajoute aux éventuelles réductions des ressources dues à l'augmentation du coût du transport en ville*». La zone portuaire va y gagner différents équipements culturels (musée, aquarium) et de nouveaux logements (il est prévu que la population passe des 20 000 habitants actuellement à 100 000), qui seraient bien entendu issus de la classe moyenne élevée (Castro, 2012). Au moment des Jeux de Rio 2016, la zone portuaire permettra de couvrir la demande en lits d'hôtel de la ville, en accueillant les touristes des paquebots amarrés au port.

La Cité autodrome, située à proximité du futur Parc olympique et sur le trajet du BRT Transolimpico, constitue un autre exemple emblématique de déplacement forcé. Selon les pouvoirs publics municipaux, tous les habitants (537 familles) iront dans des appartements du Programme Minha casa, minha vida, dans le complexe de logements Parque carioca, situé à Jacarepaguá. Toutefois, les mouvements sociaux affirment qu'en réalité, ces expropriations ne sont guère nécessaires et répondent avant tout à des intérêts spéculatifs; elles ne sont effectuées qu'en raison des bénéfices que peut en tirer le secteur privé, grâce à la valeur des terrains situés à côté du Parc olympique.

Une fois de plus, nous rejoignons les affirmations de Raeder: *« L'éviction des familles représente le visage le plus cruel de l'urbanisme olympique, en rompant brutalement des relations sociales, qui s'étaient établies, pour la plupart, grâce à la proximité, et qui ont une valeur irremplaçable dans la vie de nombreux citoyens. Ce sont les pauvres qui sont les plus touchés par ces actions, puisque nombre d'entre elles sont entreprises non seulement pour faire place à des constructions nécessaires à la pratique du sport, mais aussi pour façonner l'image de la ville idéale; celle qui attire des investisseurs et des consommateurs, et qui refuse de voir la pauvreté »* (Raeder, 2010).

On assiste aussi à un immense effort du gouvernement pour rendre invisible une partie importante de la population carioca. C'est le cas avec le mur construit le long de la Linha amarela (métro), qui isole les communautés défavorisées. En d'autres termes, comme la pauvreté ne fait pas vendre, qu'elle est laide, et donne une image de retard et d'inefficacité, les autorités préfèrent la maquiller et la cacher plutôt que de résoudre les problèmes.

La construction du Parc olympique révèle également une autre caractéristique des Jeux olympiques, qui répond à la logique de production de marchandises. En effet, les installations sportives ont une durée de vie courte. C'est le cas du stade João Havelange qui, juste après les Jeux panaméricains de 2007, a été cédé au secteur privé. Début 2013, suite à des problèmes de toiture, il a été interdit d'accès par la préfecture. Aux alentours du parc, se trouvent certaines installations (le centre aquatique Maria Lenk, le vélodrome et la plage olympique) des Jeux panaméricains, qui ne seront pas utilisées lors de l'événement de 2016, car elles ne correspondent plus aux standards internationaux. Sous-utilisées après les Jeux panaméricains, la population carioca a fini par ne plus pouvoir en bénéficier<sup>6</sup>.

Concernant le Parc olympique, son plan général urbanistique a été choisi parmi ceux des 60 consultants de 18 pays qui ont présenté des propositions au Comité organisateur. C'est l'entreprise AECOM qui l'a emporté, après avoir également dessiné les plans du Parc olympique des Jeux de Londres de 2012<sup>7</sup>. Ce nouveau projet, dont le budget initial était de 1,4 milliard de réals, est construit sur le modèle des PPP: le gouvernement municipal investira 525 millions, le gouvernement fédéral sera, pour sa part, responsable des installations provisoires, et le consortium – formé par Odebrecht, Carvalho Hosken et Andrade Gutierrez – qui a déjà construit le complexe de logements Parque carioca, construira également les équipements permanents, et exploitera l'espace restant (environ 70 % de la localité) avec des projets immobiliers.

Toutes ces interventions – aussi bien celles destinées au BRT que celles de la zone portuaire et celles liées à la construction du Parc olympique – confirment le processus d'accumulation capitaliste par spoliation. Dans cette perspective, les actifs des familles à faibles revenus et le patrimoine public sont dévalorisés, cédés aux sociétés de construction et aux agents/spéculateurs immobiliers pour un prix inférieur à ceux du marché, afin d'acquiescer, suite

---

6. L'Engenhão [nom donné au stade] a été cédé au club de football professionnel de Botafogo; le sable à usage multiple, à l'entreprise GL events; le parc aquatique Maria Lenk et le vélodrome, au COB.

7. On soulignera que, dans le projet d'AECOM, la Cité autodrome ne passe pas à la trappe, mais, suite aux pressions du consortium exécutant les travaux, le gouvernement municipal a, dans le contrat du PPP, inséré la zone comme espace à exploiter par les sociétés de construction.

aux interventions des pouvoirs publics, une valeur additionnelle surévaluée. En ce qui concerne la participation sociale, dans le *city marketing*, prévaut malheureusement la légitimation de dépenses publiques centrées sur Barra de Tijuca, mais aussi les mesures d'exception, adoptées par les autorités urbaines, en violation des droits humains et environnementaux<sup>8</sup>.

L'exemple du complexe de Maracanã est sans doute celui qui cumule dans le même temps le plus les violations des droits humains, le peu de cas accordé aux ressources et aux biens publics, et le traitement manifestement préférentiel du secteur privé. Depuis le début de ce siècle, on estime que 1,9 milliard de réals ont déjà été dépensés. Le gouvernement municipal a fait savoir que ce montant allait encore être augmenté de 200 millions de réals. Il faut signaler que, sur le total des moyens financiers investis dans le stade, près de 80% proviennent de fonds publics (Articulation nationale des comités populaires de la Coupe et des Olympiades, 2012). Le stade, administré par le privé, est censé générer un bénéfice de 2,4 milliards; bénéfice auquel il faut enlever les 7 millions qui seront payés à l'État, et les frais éventuels d'entretien. Autrement dit, ce qui représente de plantureux bénéfices pour le secteur privé, constitue un préjudice de plus d'un milliard pour les pouvoirs publics.

Le consortium qui administre le complexe de Maracanã inclut l'entreprise IMX d'Eike Batista. Celle-ci avait déjà réalisé l'étude de faisabilité économique sur laquelle se basait l'appel d'offres pour la gestion du stade. Outre IMX, le consortium comprend Odebrecht – une des sociétés de construction ayant participé à la rénovation du stade pour la Coupe du Monde de 2014 –, ainsi que la société AEG. Mis à part la quantité astronomique de moyens publics, ces travaux ont entraîné le déplacement forcé des habitants de la *favela* Metrô-Mangueira, censé permettre la construction de parkings, ainsi que l'expulsion des habitants du village indigène urbain, l'Aldeia Maracanã.

Toujours en ce qui concerne le stade Maracanã, l'Articulation nationale des comités populaires de la Coupe et des olympiades

---

8. Concernant les questions environnementales, on assiste à une intervention sur les cours d'eau, les lacs et les zones boisées, au profit du capital immobilier et touristique, et à une distribution de permis environnementaux pour des projets dont l'impact est fortement négatif (Articulation nationale des comités populaires des Olympiades, 2012). Ce qui est censé être le legs environnemental de Rio 2016 revêt également un aspect de lutte des classes.

a signalé le non-respect de la législation du travail par les sociétés de construction, ainsi que l'omission des organes gouvernementaux de contrôle. La précarisation de la main-d'œuvre, le harcèlement des syndicalistes et le non-respect des droits d'organisation et de grève sont récurrents lors des méga-événements. À nouveau, entre avril 2011 et avril 2012, les travailleurs ont paralysé les activités de Maracanã pendant vingt-quatre jours, pour réclamer des hausses salariales, des améliorations des conditions de travail (surtout en ce qui concerne les conditions de sécurité, de salubrité et d'alimentation), une hausse de la rémunération des heures supplémentaires, la fin des tâches et des journées de travail, qui se prolongent de façon inhumaine, ainsi que des avantages; notamment une assurance-santé, une aide alimentaire et des garanties de transport.

La répression des travailleurs est une autre caractéristique récurrente. Dans la ville de Rio de Janeiro, la politique municipale, baptisée « *Choque de ordem* » [le choc de l'ordre], encourage un « nettoyage social », qui consiste à chasser et à expulser les marchands ambulants, les laveurs de pare-brise, et même les commerçants en règle; commerçants à qui il sera interdit de circuler et de commercialiser les produits faisant référence aux symboles des événements sportifs et à leurs sponsors. En 2009, la préfecture de Rio a ainsi approuvé un projet de loi interdisant toute forme de colportage dans un rayon de 2 km autour des lieux de compétition et ceux réservés aux organisations sportives, ainsi que des lieux d'hébergement des athlètes (Comité populaire de la Coupe et des Olympiades, 2011).

Ce mouvement de criminalisation de la pauvreté se double d'une politique de sécurité publique, mise en place par l'État, qui donne la priorité aux intérêts du marché: « *En recourant à des mesures qui s'appuient sur l'utilisation d'armes lourdes, sur l'importation de technologies dernier cri et sur la centralisation du commandement et du contrôle, visant à surveiller les zones touristiques et les infrastructures réservées aux événements (stades, lieux d'entraînement, transports, centres de presse, hôtels). Les dernières éditions des Jeux olympiques et de la Coupe du monde de football l'ont clairement montré: le dispositif de sécurité n'est pas mis en place dans la ville de façon égalitaire, mais il tend à se focaliser sur les petits délits et sur la répression du commerce informel, au bénéfice des intérêts des grandes entreprises. Perçues comme des menaces, certaines catégories sociales et certaines zones de la ville sont les*



*cibles prioritaires de ces nouveaux dispositifs*» (Comité populaire de la Coupe et des Olympiades, 2011).

La présence d'une surveillance policière de type communautaire dans des zones dominées, jusqu'il y a peu, par les trafiquants fait aussi partie des stratégies de contrôle des pauvres et de valorisation des zones « pacifiées », en vue de la spéculation immobilière. « Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si presque toutes les 18 premières UPP ont été installées dans des *favelas* qui se trouvaient dans les zones les plus aisées de la ville. Elles forment ainsi une « ceinture », qui correspond directement aux zones de compétition olympique, aux réseaux de transport qui les relient entre elles, ainsi qu'aux quartiers à plus fort pouvoir d'achat. La complexité et les contradictions du projet des UPP sont, dès lors, profondes. Il est clair que ces investissements sécuritaires font partie d'un projet plus vaste de reterritorialisation urbaine et de contrôle social ; éléments clefs des méga-événements du 21<sup>e</sup> siècle » (Articulation nationale des comités populaires de la Coupe et des Olympiades, 2012).

Cela se confirme notamment par le lancement de la version du jeu Banco imobiliário [version brésilienne du Monopoly], où les *favelas* « pacifiées » faisaient partie de l'ensemble d'équipements/marchandises construit pour et par la ville olympique (O Estado de Sao Paulo, 2013). En mettant en place les UPP, l'État part à l'assaut des collines, avec des programmes spécifiques – éducatif et sociaux, de sport et de loisirs entre autres –, des services d'urbanisation, qui opèrent comme des stratégies de contrôle social.

En résumé, il s'agit d'un processus d'accumulation par spoliation, qui enlève aux pauvres toute perspective d'ascension sociale. La violation des droits humains, la privatisation des équipements et des terrains publics, les menaces et la criminalisation de la pauvreté, le gaspillage des ressources publiques sont quelques-uns des impacts des Jeux ; ce qui laisse présager un héritage négatif pour les couches populaires. L'entreprise « Jeux de Rio 2016 » représente surtout la victoire des propriétaires des marques du mouvement olympique. En effet, toutes les garanties leur ont été offertes par le gouvernement brésilien. Leurs gains sont assurés !

Autre réalité, celle des profits engrangés par les consultants nationaux et internationaux, mais aussi par les sponsors mondiaux – McDonald's, Omega, Atos, Coca-Cola, Dow, GE, Panasonic P&G, Samsung et Visa –, les sponsors olympiques officiels – Bradesco, Bradesco Seguros, Embratel, Claro et

Nissan – et ceux qui appuient le projet – Ernst & Young Terco. Ces divers acteurs possèdent l'exclusivité de l'utilisation des marques olympiques et para-olympiques, ainsi que de la commercialisation des produits là où les compétitions auront lieu. D'autres grands conglomérats du secteur privé vont aussi engranger des bénéfices : d'une part, les réseaux hôteliers, grâce au financement du BNDES et de la Caisse économique fédérale, à des emprunts à des taux inférieurs à ceux du marché, et à des exonérations des taxes municipales ; d'autre part, les entreprises de technologies de la communication, comme Embratel, qui fait déjà partie des sponsors olympiques officiels.

Tout aussi assurés sont les gains des diffuseurs qui, dans chaque pays, possèdent les droits sur les images pour la télévision. Le prix à payer est élevé, mais ils en détiennent l'exclusivité. Au Brésil, les réseaux Globo, Bandeirantes et Record ont déboursé, ensemble, plus de 210 millions de dollars, créant ainsi le troisième plus grand marché de droits sur l'image pour le CIO (COB, 2013)<sup>9</sup>. Telle est la photographie actuelle de la préparation des Jeux dans la ville de Rio de Janeiro. On voit ainsi que les stratégies des autorités urbaines, associées aux intérêts du privé, orientées vers l'activité entrepreneuriale urbaine, offrent le visage cruel de l'affairisme de la ville. La ville olympique est de plus en plus divisée. Les interventions ont pour objectif l'accroissement du profit des investisseurs, et la construction d'une ville réservée à ceux qui peuvent se payer les services et les produits.

### **Considérations finales**

Le Brésil en général et Rio de Janeiro en particulier préparent activement la tenue des Jeux olympiques de 2016 : première édition du méga-événement en Amérique du Sud. Le choix du Brésil s'est fait grâce aux efforts d'une coalition de forces menée par le gouvernement fédéral. Ces Jeux de 2016 ont suscité des mégaprojets et ont attiré du capital public et privé, local et circulant, dans le pays, mais surtout à Rio. Les compétitions sportives en elles-mêmes sont secondaires face aux intérêts économiques et politiques qui sont en jeu, dès la préparation, et dont les effets se feront encore sentir plusieurs années après 2016.

---

9. « Rio comemora acordo histórico sobre direitos de transmissão Olímpicos para 2014 e 2016 no Brasil », [www.cob.org.br/](http://www.cob.org.br/).

Ainsi, la préparation des Jeux donne la priorité aux actions d'intérêt commercial, avec des mesures qui imposent un État d'exception, lequel ne respecte pas les lois constitutionnelles, qu'elles soient liées aux droits humains, à l'environnement, au patrimoine public, etc. Les bénéficiaires sont les groupes qui ont financé la campagne ayant conduit Rio à devenir le siège du méga-événement et/ou ceux qui avaient des liens directs avec les membres du gouvernement à tous les niveaux de pouvoir, ainsi qu'avec les organisations sportives, propriétaires de la « marchandise » Jeux olympiques.

Il semble à peu près certain que les Jeux de Rio 2016 ne sont qu'un prolongement des Jeux panaméricains de 2007, avec, pour bénéficiaires, les mêmes fractions de la bourgeoisie. Cependant, la préparation du méga-événement est en cours et, dès lors, il n'est pas encore possible de conclure à une fin de partie. Comme l'a montré Gramsci, si la raison tend à l'analyse pessimiste du contexte, animés par l'optimisme de la volonté, nous voulons croire que les projets dommageables aux travailleurs pourront, en retour, faire naître une coalition de forces positives, qui s'engagera en faveur de l'émancipation politique et humaine.

Traduction du portugais (Brésil) : Christian Pirlet

### Bibliographie

- Articulation nationale des comités populaires de la Coupe et des Olympiades (2012), *Dossiê Nacional Megaeventos e Violações de Direitos Humanos no Brasil*, Rio de Janeiro, [www.portalpopulardacopa.org](http://www.portalpopulardacopa.org).
- Athayde P. F. (2011), « O "lugar do social" na política de esporte do governo Lula », *SER Social*, vol. 13, n° 28, janvier-juin, Brasília.
- Castro D. G. (2012), *Megaeventos esportivos e empreendedorismo urbano: os jogos olímpicos de 2016 e a produção do espaço urbano no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Programa de engenharia urbana.
- Comité olympique brésilien – COB (2009), *RIO 2016: cidade candidata. Dossiê de candidatura*, vol. 1, Rio de Janeiro.
- Comité populaire de la Coupe et des Olympiades (2011), *Megaeventos e violações dos direitos humanos no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro.
- Comité populaire de la Coupe et des Olympiades (2014), *Megaeventos e violações dos Direitos Humanos no Rio de Janeiro: Dossiê do Comitê Popular da Copa e Olimpíadas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro.
- Fondation institut d'administration – FIA (2009), *Estudo de impactos socioeconômicos potenciais da realização dos jogos olímpicos na cidade do Rio de Janeiro em 2016*, Sao Paulo, <https://i3gov.planejamento.gov.br>.
- Ministère de la Planification, du Budget et de la gestion (2011), *Plano plurianual 2012-2015: projeto de lei*, Brasília, [www.planejamento.gov.br](http://www.planejamento.gov.br).

- Mascarenhas F. (2012), « Megaeventos esportivos e educação física : alerta de tsunami », *Revista Movimento*, vol. 18, n°1.
- Mascarenhas F. et all. (2012), « O bloco olímpico : Estado, organização esportiva e mercado na configuração da agenda Rio 2016 », *Revista da Associação Latino-Americana de Estudos Sócio-Culturais do Esporte-ALESDE*, vol.1, n° 2, Curitiba.
- Matias W. B. (2013), *O enigma olímpico : o controvertido percurso da agenda e políticas esportivas no governo Lula*, Faculdade de Educação Física, UnB, Brasília.
- Nogueira I. (2015), « Sem legado, orçamento da Rio-2016 é atualizado para R\$ 37,7 bilhões », *Folha de Sao Paulo*, Sao Paulo, 28 janvier, [www1.folha.uol.com.br/](http://www1.folha.uol.com.br/).
- Preuss H. (2008), « Impactos económicos de megaeventos : copa do mundo de futebol e jogos olímpicos », Rodrigues R. P. et al., *Legados de megaeventos esportivos*, Brasília, ministère des Sports.
- Proni M. W. (2009), « Observações sobre os impactos económicos esperados dos Jogos Olímpicos de 2016 », *Motrivivencia* (UFS), vol. 32/33.
- Raeder S. (2010), *Jogos e cidades : ordenamento territorial urbano em grandes eventos esportivos*, Brasília, ministère des Sports.
- Rolnik R. (2011), *Moradia é um direito humano*, <http://direitoamoradia.org>.